

Ford Blanquefort: Le Maire n'écarte pas un rachat provisoire du site par l'État français

Paris (France) - 19 décembre 2018

Le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire n'a pas écarté mercredi un rachat provisoire de l'usine de Blanquefort (Gironde) par l'État, se disant ouvert "aux solutions les plus originales" pour sauver ce site après le rejet par l'Américain Ford d'une offre de reprise.

"Pourquoi pas ? Je suis prêt à ce genre de solutions", a affirmé M. Le Maire sur BFMTV et RMC, interrogé sur la possibilité pour l'État français de racheter ce site afin de le revendre ensuite au groupe franco-belge Punch Powerglide, qui a présenté une offre de reprise de cette usine rejetée par Ford.

"Je suis prêt aux solutions les plus originales pour garantir qu'un site industriel performant, qui a un repreneur de qualité et des salariés qui sont totalement engagés, puisse survivre", a affirmé le ministre, sans donner plus de détails sur les solutions envisagées pour racheter un site que Ford ne souhaite pas revendre.

Le ministre a révélé s'être entretenu la veille au téléphone avec le président du constructeur automobile pour l'Europe, Steven Armstrong, pour la deuxième fois depuis l'annonce jeudi dernier de son rejet de l'offre de reprise par Punch.

Il a saisi l'occasion pour lui adresser une mise en garde, assurant que le constructeur américain risquait de "perdre beaucoup en termes de réputation" et affirmant que "la partie n'était pas finie". "Pour Blanquefort, croyez-moi, je n'ai pas encore baissé les bras", a-t-il prévenu.

"Cette usine est déjà en partie publique. L'Etat a déjà tant donné en subventions qu'il est quelque part légitime" d'envisager un tel rachat, a réagi Philippe Poutou, délégué CGT interrogé à Bordeaux.

Pour lui, le problème va se poser début janvier, quand la Direccte (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) va décider de valider ou non le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) de Ford.

"Discutons dès maintenant de ce que l'Etat ferait dans ces cas de figure... Il faut parler sérieusement de ces perspectives-là", a-t-il ajouté.

Ford a annoncé jeudi dernier qu'il écartait l'offre de reprise de l'usine de Blanquefort par Punch Powerglide, malgré l'appui du gouvernement français.

M. Le Maire avait alors dénoncé une "trahison" et demandé à l'américain de revoir sa décision qui concerne 850 salariés.

Le président Emmanuel Macron avait par la suite qualifié d'"hostile et inacceptable" la décision de Ford de fermer cette usine.

Le projet de reprise de la société franco-belge Punch devait préserver 400 emplois. Le groupe américain a estimé qu'un plan social était préférable à un projet de reprise qu'il juge fragile depuis le départ.

Les syndicats de Ford Blanquefort avaient eux aussi appuyé ce plan, en acceptant un gel de salaire pendant trois ans, la perte de trois jours de repos et une modulation du temps de travail.